

## ÉTATS-UNIS

### Guantánamo : une condamnation à une vie de souffrance et de rejet

Index AI : AMR 51/019/2006

ÉFAI

Embargo : lundi 6 février 2006 (00 h 01 TU)

### COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Dans un rapport rendu public ce lundi 6 février 2006, Amnesty International démontre comment le centre de détention des États-Unis à Guantánamo Bay (Cuba), condamne des milliers de personnes dans le monde entier à une vie de souffrance, de tourments et de rejet.

Intitulé [États-Unis. Guantánamo : des vies brisées. Les conséquences de la détention illimitée pour les détenus et leurs familles](#) (index AI : AMR 51/007/2006), ce rapport contient des témoignages d'anciens détenus et de leurs proches. Il fait le point sur la situation actuelle des personnes maintenues en détention à Guantánamo et présente des éléments nouveaux sur la poursuite de la grève de la faim et les tentatives de suicide.

Cinq cents hommes de 35 nationalités sont détenus à Guantánamo. Plusieurs dizaines d'entre eux observent une grève de la faim, et de nombreuses tentatives de suicide ont été signalées. Aucun prisonnier n'a bénéficié d'un réexamen judiciaire de la légalité de sa détention. Par ailleurs, neuf hommes sont maintenus en détention bien que n'étant plus considérés comme des « combattants ennemis » par les autorités des États-Unis.

« *Guantánamo demeure une réalité tragique pour les détenus et pour leurs familles*, a déclaré Susan Lee, directrice du programme Amériques d'Amnesty International. *Malgré la condamnation de la communauté internationale, les autorités des États-Unis continuent de priver ces détenus de leur droit de contester leur détention devant les tribunaux des États-Unis.* »

« *Les revendications des grévistes de la faim de Guantánamo ne prêtent pas à controverse. Ces hommes réclament le respect de leurs droits reconnus par le droit international et demandent d'être remis en liberté à moins d'être inculpés d'infractions prévues par la législation internationale ; enfin, ils demandent que des organisations, telle Amnesty International, soient autorisées à les rencontrer.* »

Selon les témoignages recueillis par l'organisation, des familles qui savent que leurs proches sont, ou ont été, détenus par les États-Unis, n'ont reçu pratiquement aucun message provenant directement de Guantánamo. Certaines ignorent le

lieu de détention de leurs proches et ne savent même pas s'ils sont toujours en vie.

Le rapport d'Amnesty International révèle également que les tourments et le rejet ne se limitent pas à Guantánamo. Dans certains cas, quitter Guantánamo ne représente rien de plus que de passer d'un lieu de détention illégale et illimitée à un autre ; dans d'autres cas, cela signifie le harcèlement persistant, l'arrestation arbitraire et les mauvais traitements. Même ceux qui ont été renvoyés dans leur pays et ont retrouvé leur famille et leurs amis gardent les séquelles physiques et psychologiques du temps passé à Guantánamo, et l'opprobre d'avoir été qualifiés par le président George W. Bush de « combattants ennemis » faisant partie des « pires des pires », ne les quittera jamais.

Nina Odijeva, mère de l'ancien détenu de Guantánamo Rouslan Odijev, a expliqué comment la détention de son fils par les États-Unis avait irrévocablement affecté celui-ci : « *Il a changé [...] il est très malade [...] il prend des médicaments pour tous ses organes [...] il essaie de ne pas le montrer et de ne pas me donner de détails pour que je ne m'inquiète pas [...] il n'a pas d'appétit [...] il est différent maintenant [...]* ».

Les autorités des États-Unis ne peuvent se désintéresser des conséquences de leurs actes sur les détenus qui, à leur retour chez eux, sont de nouvelles victimes de mauvais traitements et de détention illégale, et qui sont considérés avec réprobation parce qu'ils ont été qualifiés par des responsables gouvernementaux comme faisant partie des « pires des pires ».

Amnesty International appelle le gouvernement des États-Unis à :

- publier la liste de tous les détenus de Guantánamo et des autres centres de détention ;
- juger tous les détenus de Guantánamo ou les remettre en liberté ;
- fermer le centre de détention de Guantánamo et permettre une inspection indépendante de tous les autres centres de détention des États-Unis ;
- enquêter sur toutes les allégations de torture et de mauvais traitements infligés aux personnes détenues par les États-Unis. ●

**Pour plus de précisions, vous pouvez consulter le rapport [États-Unis. Guantánamo : des vies brisées. Les conséquences de la détention illimitée pour les détenus et leurs familles](#) (index AI : AMR 51/007/2006) sur le site de l'organisation.**

**Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566, ou consulter le site <http://www.amnesty.org>**

